

A la veille d'une mobilisation citoyenne sans précédent, j'ai interpellé le gouvernement sur les difficultés des français face à la politique injuste et inefficace qu'il porte. Ainsi, entre 2018 et 2022, l'État va ponctionner 15 milliards d'euros de taxes supplémentaires uniquement sur les carburants. J'ai demandé un moratoire sur la trajectoire de la taxe carbone, et **la suspension pure et simple de ces hausses de taxe** dès le 1er janvier 2019.